



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

emploi et activité

Question orale n° 934

Texte de la question

Mme Pascale Got attire l'attention de Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi sur la situation de l'entreprise First Aquitaine industrie (ex-Ford) à Blanquefort. Elle l'avait interrogée en juillet dernier, en commission des affaires économiques, pour l'alerter sur l'absence d'information concernant l'évolution des projets industriels devant accompagner cette reprise. Le report du comité du suivi initialement prévu en janvier et le silence de la direction suscitent une inquiétude légitime et de plus en plus forte des 1 600 salariés du site. Les élus du comité d'entreprise ont voté à l'unanimité un droit d'alerte. Elle lui a fait part d'une demande de mise en place d'un comité local, qui pourrait se réunir sous l'égide du préfet, regroupant des représentants de First Aquitaine industrie, de Ford Europe, des collectivités locales et des salariés. Il permettrait un suivi et une meilleure information sur les conditions de reprise du site automobile. Cette demande lui paraît d'autant plus urgente que certaines informations contradictoires ont tendance à se développer ces derniers temps. Elle connaît son engagement sur ce dossier, mais il est impératif de ne pas juguler les efforts collectifs et de garder une saine transparence sur son évolution. Elle demande si elle peut lui donner des précisions sur la décision des banques concernant le projet de fabrication des couronnes d'éoliennes, qui manifestement prend du retard, et, plus globalement, lui donner des informations sur la situation des marchés actuellement prospectés par FAI.

Texte de la réponse

ENTREPRISE FIRST AQUITAINE INDUSTRIE À BLANQUEFORT

M. le président. La parole est à Mme Pascale Got, pour exposer sa question, n° 934, relative à l'entreprise First Aquitaine Industrie à Blanquefort.

Mme Pascale Got. Monsieur le secrétaire d'État chargé du logement et de l'urbanisme, je veux appeler une nouvelle fois l'attention de Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi sur la situation de l'entreprise First Aquitaine Industrie - ex-Ford - à Blanquefort.

En juillet dernier, je l'avais déjà alertée sur le retard pris par les projets industriels devant accompagner cette reprise. Aujourd'hui, ce retard s'accroît, les projets ne se réalisent pas et les 1 600 salariés du site redoutent le pire. Les syndicats demandent, à juste titre, que Ford assume sa responsabilité sociale en restant engagé financièrement et en siégeant aux comités de surveillance jusqu'au sauvetage réel du site et jusqu'à la mise en place des projets par la HZ Holding. Ce point est particulièrement important.

Devant le manque de clarté de la situation actuelle, les syndicats commencent également à douter de la volonté réelle de HZ Holding et de Ford de maintenir tous les emplois et de garantir l'avenir. Le risque d'un plan social n'a toujours pas été écarté. Le dernier comité de suivi national a confirmé l'hésitation des banques à accompagner la reconversion du site. Leurs états d'âme sont incompréhensibles, puisque Mme la ministre avait confirmé à Bordeaux, il y a un an, la solidité de ce projet de reprise.

Que sont les quelques dizaines de millions d'euros nécessaires, alors que ces mêmes banques n'ont pas hésité à spéculer, à hauteur de milliards d'euros, sur des opérations financières parfois douteuses ; à provisionner, récemment, des centaines de millions d'euros pour leurs traders ; à afficher, pour nombre d'entre elles, des milliards de bénéfices ?

M. Jean-Paul Bacquet. Eh oui !

Mme Pascale Got. Je connais l'engagement personnel de Mme Lagarde sur ce dossier, aussi je lui poserai cinq questions précises : avez-vous obtenu l'accord des banques pour accompagner cette reconversion ? Allez-vous faire appel au Fonds stratégique d'investissement dans le capital de l'entreprise pour aider à la pérennisation du site ? Allez-vous demander à Ford de repousser son désengagement au-delà de 2011 tant que les nouveaux projets ne sont pas en place ? Allez-vous obliger la direction à s'engager à ne pas procéder à un plan social ? Enfin, quand se réunira le comité de suivi local avec tous les partenaires, notamment Ford ?

M. Jean-Paul Bacquet. Très bien !

M. le président. La parole est à M. Benoist Apparu, secrétaire d'État chargé du logement et de l'urbanisme.

M. Benoist Apparu, *secrétaire d'État chargé du logement et de l'urbanisme*. Comme vous le savez, madame la députée, Christine Lagarde a réuni, le 11 février dernier, le comité de suivi de First Aquitaine Industrie. Cette réunion, à laquelle vous participiez, a rassemblé les représentants des collectivités, les actionnaires et la direction de FAI, le secrétaire du comité d'entreprise de FAI, ainsi que les services de l'État.

Ce dossier fait l'objet d'une forte mobilisation de l'ensemble des acteurs, qui traduit l'importance de ce dossier, notamment en termes d'emploi. La réunion du 11 février a montré que ce dossier est suivi avec attention par l'État, la région et les collectivités, qui lui apportent un soutien financier conséquent.

Le comité a été l'occasion pour l'entreprise et son actionnaire de présenter le plan d'affaires élaboré au cours des derniers mois, avec l'appui d'un cabinet de conseil et d'audit réputé. Ce plan prévoit le développement de nouveaux débouchés pour l'activité " transmission " et de nouvelles activités, notamment la production de composants pour les éoliennes. Les éléments présentés par l'entreprise et son conseil concluent à la solidité de ce plan d'affaires, confirmée par une première commande obtenue récemment auprès d'un constructeur chinois. Pour concrétiser ce plan et ces développements, des financements bancaires sont nécessaires et l'entreprise et son actionnaire ont engagé des discussions avec les banques, avec le support de la médiation du crédit et l'implication d'OSEO.

Ce comité de pilotage a également été l'occasion de rappeler que l'engagement de tous est nécessaire : du côté des financeurs pour fournir et garantir dans les prochaines semaines les financements nécessaires, comme du côté de la direction et des actionnaires, pour garantir la pérennité du site et le maintien de l'emploi. Je puis vous assurer qu'au vu de l'importance de ce dossier, notamment en termes d'emploi, le suivi au plus haut niveau de l'État sera maintenu.

M. le président. La parole est à Mme Pascale Got.

Mme Pascale Got. J'ai bien entendu votre réponse, monsieur le secrétaire d'État, mais comme vous l'avez dit vous-même, j'ai participé à ce comité national de suivi et vous ne m'avez donc rien appris à ce sujet. En revanche, le financement des banques n'est toujours pas précisé et chaque jour de retard supplémentaire grève un peu plus la reprise du site.

M. Jean-Paul Bacquet. Hélas !

Mme Pascale Got. Je vous demande donc expressément de relayer auprès de Mme Lagarde les cinq questions précises que je vous ai posées. Les 1 600 salariés de First Aquitaine Industrie sont toujours dans l'attente de réponses quant au financement des banques et quant au risque d'un plan social et d'une absence de concrétisation des projets d'investissements. Même si je reconnais l'engagement de l'État, il me paraît important que des réponses soient apportées sur ces points, car il a clairement été indiqué que si les banques ne se décidaient pas avant la fin du mois de février, le projet tout entier allait périr.

M. Jean-Paul Bacquet. Malheureusement !

Données clés

Auteur : [Mme Pascale Got](#)

Circonscription : Gironde (5^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question orale

Numéro de la question : 934

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Économie, industrie et emploi

Ministère attributaire : Économie, industrie et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 février 2010, page 1499

Réponse publiée le : 24 février 2010, page 1416

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 16 février 2010